

# DIYARBAKIR

Compte rendu du 23 juin 2016

---

## **Une ville baignée d'histoire**

Il est difficile de faire coexister des impressions émotionnellement fortes avec la distance critique nécessaire à une analyse objective. Cela est pourtant nécessaire dans le cas de Diyarbakir, un chef-lieu des Kurdes en Turquie orientale. Cette ville baignée d'Histoire, remontant à l'Antiquité, entourée de puissantes murailles de basalte, était une importante place-forte de Mésopotamie. Elle compte de nombreux monuments inscrits au Patrimoine de l'UNESCO, témoins d'un passé au confluent de plusieurs civilisations.

## **Un peuple qui n'a jamais eu de territoire**

Diyarbakir nous plonge au cœur de la question kurde. Ce peuple a une identité propre, une langue (proche du persan) et des coutumes spécifiques. La plupart des Kurdes sont Sunnites, quelques-uns Chrétiens. Cependant, il n'a jamais été attribué de territoire à ce peuple. Quand l'Empire ottoman et les anciennes puissances coloniales se sont repartis la région, le Kurdistan a été l'un des grands absents de ce partage. L'idée de l'indépendance du Kurdistan a certes bel et bien été proclamée au traité de Sèvres en 1920, mais il n'en était déjà plus question lors du Traité de Lausanne en 1923. Le Kurdistan est ainsi l'un des principaux oubliés de l'Histoire contemporaine.

C'est pourquoi on retrouve aujourd'hui des Kurdes en Turquie orientale, au Nord de la Syrie et de l'Irak, et jusqu'en Iran, au cœur d'une région particulièrement instable et explosive. Forte de 15 millions d'habitants, la population kurde installée en Turquie représente environ la moitié de la population kurde totale. Elle équivaut à 18% de la population de Turquie. Mais il faut bien reconnaître que le Gouvernement turc n'a pas fait beaucoup d'efforts pour valoriser ses minorités ethniques. Les déportations et les massacres à l'encontre des Arméniens en 1915 en sont un exemple extrême. Les Kurdes et les Assyriens en ont aussi fait les frais. La langue kurde a été interdite par Atatürk (jusqu'en 1991), de même que le fait de porter un nom kurde. De nombreux Kurdes ont été déportés plus à l'Est peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

## **1984 : les indépendantistes kurdes prennent les armes**

Ne parvenant pas à faire entendre leur point de vue, les indépendantistes kurdes ont pris les armes en 1984, d'abord dans les montagnes et les campagnes, sous l'égide du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan. Il s'agissait au début d'une organisation à la fois politique et de revendication (marquée à gauche, proche des syndicats) et intimement liée à une guérilla rurale. L'absence de perspectives et le déni de leur identité kurde a poussé les jeunes d'alors à prendre le maquis. A quoi se sont mêlés des attentats terroristes contre les forces de l'ordre et la population civile.

## **Violente répression turque**

Cela a entraîné une réaction très dure des Autorités turques. 4.500 villages furent rayés de la carte, parce qu'ils étaient soupçonnés d'approvisionner la guérilla en lui servant de base arrière. Le conflit entre forces turques et indépendantistes turcs a entraîné à ce jour la mort d'environ 40.000 personnes (Turcs et Kurdes confondus).

La répression d'Ankara s'est avérée brutale et probablement excessive. Elle visait à la fois à détruire les forces adverses (guérilleros, terroristes...), mais aussi à fragiliser, voire faire disparaître l'identité kurde. L'objectif de cette opération était principalement militaire, mais aussi dans une certaine mesure ethnique et culturelle. Il s'agissait de faire accepter à la population civile la manière de voir de la majorité turque.

Les Kurdes ont à plusieurs reprises proposé la constitution d'un État fédéral pour tenter de définir un assouplissement des règles les concernant. Mais c'est plutôt l'inverse qui est en train de se passer. Le concept d'Atatürk était celui d'un pays = un peuple, une langue, une religion. Les choses s'étaient assouplies un temps, mais la Turquie contemporaine reste un pays très centraliste, dirigé d'une manière de plus en plus autocrate. Cela laisse peu de place à l'effort d'ouverture et l'acceptation de la diversité demandée par les Kurdes. Les événements récents démontrent qu'on est encore loin d'un système fédéraliste.

Une grande partie de la population rurale, cherchant à fuir les zones de combat, s'est réfugiée en ville. C'est ainsi que la taille de Diyarbakir a quintuplé en quelques décennies. La guérilla s'est à son tour déplacée des campagnes vers les villes, ce qui fait que la nature du conflit s'est modifiée. Les forces de l'ordre turques se sont mises à traquer les résistants jusque dans les centres urbains. Elles en ont en même temps profité pour essayer de faire pâlir le rayonnement culturel, économique et autres de l'identité kurde.

## **Entre violence et espoirs d'une solution négociée**

L'opinion publique kurde a peu à peu évolué. Les actes de violence sont indéniables, d'un côté comme de l'autre. Se sont succédées des périodes de confrontation armée et quelques trop brefs cessez-le-feu : en 1990, en 1993, de 1955 à 1998, puis entre 1999 et 2004, à nouveau de 2006 à 2007, de 2009 à 2011 ; et finalement entre 2013 et juillet 2015.

Durant cette dernière période, il semble qu'une majorité des Kurdes ait caressé l'espoir d'une solution négociée et qu'elle ait embrassé une nouvelle philosophie, favorisant l'émergence d'un processus démocratique, reconnaissant mieux le droit des minorités. Une partie de la population kurde est restée fidèle au PKK, qui fut pendant longtemps son porte-parole emblématique. Mais une autre partie des Kurdes lui a préféré le HDP, moins à gauche que le PKK et surtout sans lien avec le terrorisme.

L'impressionnant résultat obtenu dans les urnes en juillet dernier par le parti modéré pro-Kurde HDP, qui est parvenu à dépasser la barre fatidique des 10% pour atteindre même 13% des suffrages, a bouleversé les équilibres antérieurs. Ce parti pouvait légitimement aspirer à un destin national, car il était soutenu non seulement par les Kurdes, mais aussi par les forces démocrates modérées des Turcs. Cette victoire a constitué un danger tant pour la politique du Président Erdogan que pour le

PKK à l'autre extrémité du spectre politique. En ce qui concerne le Président, cela fit perdre la majorité absolue à son parti, le AKP. Quant au PKK, il risquait de se faire contourner dans l'opinion publique tant kurde que turque par une formation plus modérée. C'est dans ce contexte que le PKK a rompu deux ans et demie de trêve et abattant froidement deux policiers pendant leur sommeil (attentat d'ailleurs revendiqué).

La réaction a été immédiate, avec une répression violente de la part des Autorités turques à l'encontre des combattants kurdes, dans le Sud-Ouest de la Turquie et dans les montagnes Kandil du Kurdistan irakien. De leur côté, les rebelles kurdes ont pénétré les zones urbaines, déclarant certains quartiers "zones autonomes", avec édification de barricades et dépôts d'armes et de munitions. Il s'en est suivi de violents affrontements, au cours desquels les forces de l'ordre turques ont essuyé de lourdes pertes : depuis juillet dernier plus de 330 morts (en moyenne et 470 blessés, au cours les attaques du PKK. Mais la population civile a subi - et subit encore - elle aussi de très sérieux préjudices. Le Sud-est de la Turquie est tombé dans une sorte de chaos. Cela étant, un des grands perdants de cette partie de poker est le HDP, qui n'ayant pas pu ou osé se démarquer suffisamment de la posture de force du PKK, y a perdu des plumes. Il est tout juste parvenu à passer la barre de 10% aux élections de novembre. Et il n'est pas certain qu'il y re-parviendrait

### **Depuis l'été 2015 : la répression culmine avec un siège de 93 jours**

Cette confrontation et la répression turque qui a suivi ont engendré une vague sans précédent de destructions et entraîné l'exode d'environ 200.000 personnes déplacées internes. Plusieurs villes de taille moyenne furent ainsi gravement endommagées, parmi lesquelles Sirnak, Cizre ou Nusaybin. Au cours de ces événements, de nombreuses exactions à l'encontre de la population civile ont été dénoncées par les organisations des droits de l'Homme.

C'est ainsi que la vieille ville de Diyarbakir a subi d'importants dégâts. Et sa population a payé le prix fort de cette répression. Des quartiers entiers de la vieille ville ont été bouclés, en particulier celui de Sur. Un véritable siège a été organisé pour boucler ce quartier, où s'entassaient 50.300 personnes, la plupart indigentes. Toutes les issues ont été bouchées et aucun ravitaillement permis dans certains cas durant 93 jours (avec une courte exception le 11 décembre, ainsi que le 21 février), ceci jusqu'à la fin de l'opération de "nettoyage" le 10 mars 2016. Le quartier était fréquemment bombardé et les forces spéciales turques - rapportant directement à Ankara - ratissaient le quartier. Au cours de cette opérations, 33 sites culturels ont été endommagés ou détruits. Il semblerait que bon nombre des adultes qui y étaient aient été emprisonnés (et peut-être même leurs enfants placés dans des familles d'accueil).

Selon les informations qui nous ont été communiquées, une décision urgente d'expropriation de 6.292 parcelles dans la vieille ville a été prise par le Conseil des Ministres le 21 mars 2016. Elle concerne tantôt des immeubles endommagés par les combats eux-mêmes, tantôt d'autres détruits ensuite par des bulldozers (nous a-t-on dit). Ce processus d'expropriation est inquiétant dans la mesure où il semble répondre à la fois à des objectifs de salubrité publique, mais aussi à des considérations politiques.

### **Vieille ville de Diyarbakir : des ruines tenues par la police**

Nous avons rencontré les représentants de la mairie et de diverses organisations politiques et associatives. Et nous sommes allés sur place pour nous rendre compte de visu de l'ampleur des

dégâts. Nous avons passé par des rues-fantômes, abandonnées et vides. Les habitants ont dû s'en aller en laissant ce qu'ils avaient derrière eux. Petite impression de Pompéi. De gros blocs de ciment bloquent l'entrée du quartier, le rendant inaccessible. Des check-points de police très stricts empêchent l'accès au site. Nous sommes néanmoins parvenus à monter sur un toit, duquel nous avons pu voir - et photographier - des bâtiments religieux fortement endommagés, un quartier en ruines et même une partie de celui-ci entièrement rasé.

Ensuite, nous sommes parvenus à nous rendre, hors des murs, à une immense décharge où repose ce qui reste du quartier de Sur, un amoncellement hallucinant de débris : des pans de maisons détruites desquels émergent encore ici et là un matelas, un foulard, ces témoins désormais silencieux de ce que fut la vie d'une population. Ça a aura été pour moi la scène la plus poignante.

Quand on se retrouve face à cela, on ne peut que ressentir une profonde empathie avec les gens qui vivaient là et qui ont tout perdu, y compris parfois la vie. Cela a quelque chose d'affligeant et de révoltant, comme partout où règne l'arbitraire et la guerre.

### **A la croisée des intérêts des grandes puissances**

Cela étant, pourquoi en est-on arrivé là et comment s'en sortir ? Quand on cherche à aller au-delà de l'émotion immédiate et à comprendre le contexte dans lequel de tels événements surviennent, les choses deviennent vite très complexes.

Tout cela se passe dans un Moyen-Orient particulièrement troublé, où trois puissances régionales ont une influence particulière : la Turquie, l'Iran et l'Arabie Saoudite. Et chacune d'entre elle peut entrer dans un jeu complexe d'alliance avec des puissances externes, telles que les USA, la Russie ou l'Union européenne. Comment imaginer que la cause kurde soit traitée en priorité quand l'urgence pour les grands de ce monde est de trouver une sortie honorable du conflit syrien, tout en empêchant ses rivaux d'emporter la mise, ou encore de contenir autant que possible en Turquie l'exode massif des réfugiés essayant de se rendre en Europe ?

### **Kurdistan : poupée russe au cœur des tensions islamiques**

Dans ce contexte, la montée en puissance de l'Islam en Turquie (après une période de laïcité déclarée) est un facteur additionnel de complexité, d'autant que les combattants kurdes ont été parmi les premiers à s'engager contre l'Etat islamique. Cela fait que l'on assiste à deux conflits en un : le conflit interne en Turquie (qui a entraîné l'exode de 200.000 déplacés internes) et la guerre en Syrie, notamment la bataille de Kobané (qui a entraîné un afflux de 200.000 réfugiés kurdes supplémentaires, heureusement rentrés entre-temps chez eux).

Dans bon nombre de cas, il est difficile de définir avec précision où se trouve la ligne de démarcation entre ceux qui se battent (que ce soit d'un côté de la frontière ou de l'autre) et la population civile. Quand on a perdu un des membres de sa famille ou qu'on est en face d'un parent qui a pris le maquis, comment ne pas l'abriter ou lui donner à manger ? D'où cette confusion des genres si caractéristique des conflits modernes. La distinction entre belligérants et population civile est de plus en plus difficile à faire.

### **Violence généralisée et autoritarisme**

Ce que nous avons vu est bien sûr tragique et inacceptable. Il ne faut jamais s'habituer à l'arbitraire et à l'insoutenable. Cela étant, ces maisons brûlées, ces impacts de balles, ces gravats entassés hors de ville pour mieux les cacher, et même ce quartier entièrement rasé, cela a hélas un air par trop connu. L'Histoire se répète depuis le "Censo Cartaginem delendam ese" de la Rome impériale. De telles scènes ont un certain aspect de déjà vu et me rappellent Beyrouth en ruines, les attentats en Colombie ou la guerre des Balkans. On peut aussi songer aux sièges d'Alep et de quelques autres villes en Syrie ces derniers mois. Tout est relatif, et en même temps rien ne doit l'être.

Il faut hélas bien constater dans la région une certaine radicalisation des positions, avec plus de dictatures et de régimes autoritaires que de démocraties bourgeonnantes. On a tous vu ce qui est advenu du printemps arabe. L'Iran peine à se démocratiser, l'Arabie Saoudite ne fait pas mieux, la Syrie d'Assad ne fléchit pas. Il n'est donc pas trop surprenant dans un tel contexte que le président Erdogan serre lui aussi la vis.

L'autoritarisme est de mise. D'abord et surtout au plan sécuritaire : police, forces spéciales, armée. Mais il nous est aussi apparu que les institutions locales n'ont pas assez d'autonomie d'action : en l'occurrence ni la mairie de Diyarbakir, ni les nombreuses associations que nous avons rencontrées. Il semblerait aussi que l'ordre juridique soit plus enclin à prendre en compte les perspectives d'Ankara que le point de vue local.

### **Face à la désolation et la radicalisation : misons plus que jamais sur la médiation**

Toutefois, cette dérive autoritariste devient inquiétante. Il est difficile d'accepter que l'on envisage de retirer leur immunité à des parlementaires en fonction. Ceux qui sont visés par une telle mesure sont au nombre de 148, dont 53 du HDP. Il y a de moins en moins de contre-pouvoirs à l'autorité du Président. On peut craindre de s'acheminer vers une nouvelle forme de "sultanat" des temps modernes. Et autant un pouvoir fort peut s'avérer un atout dans le contexte instable de la partie de poker qui se joue au Moyen-Orient, autant cela est néfaste en matière de politique interne, de respect des minorités ethniques et de la diversité, en particulier concernant la question kurde.

S'ils ont l'impression qu'on ne les écoute pas, les Kurdes risquent de se rebeller une fois de plus, entraînant une nouvelle spirale de violence. Néanmoins, ce que nous avons entendu de façon consistante au cours de notre visite a été un plaidoyer pour la paix, l'acceptation pacifique du pluralisme, davantage de démocratie et de respect des droits de l'Homme.

Une solution démocratique et négociée reste préférable à toute autre. On se prend à rêver que la Suisse puisse servir de médiateur dans une situation pareille. Il ne faut pas baisser la garde ; et donc maintenir la pression de l'opinion internationale pour que les droits de l'Homme soient respectés, à Diyarbakir comme ailleurs.

Claude Béglé, Conseiller national

### **Institutions rencontrées:**

Mairie centrale Diyarbakir  
Mairie de quartier Diyarbakir Sur

MHD Avocats de Mésopotamie  
DTK / KCD Conseil de Démocratie Directe  
Rojava  
IHD Association Droits de l'Homme  
KJA Association des Femmes Indépendantes



















